

" AUDIT ET FINANCE "

Société à Responsabilité Limitée au capital de 50.000 francs

Siège Social : ANNECY (74000) 13, Boulevard Saint-Bernard de Menthon

R.C.S. ANNECY B 349 147 280 (89 B 36)

Inscrite sur la liste des Commissaires aux Comptes de la Cour d'Appel
de CHAMBERY

ASSEMBLEE GENERALE A CARACTERE MIXTE

DU 30 JUIN 1994

- Rapport de gestion présenté par la gérance,
- Procès-verbal.

" AUDIT ET FINANCE "

Société à Responsabilité Limitée au capital de 50.000 francs

Siège Social : ANNECY (74000) 13, Boulevard Saint-Bernard de Menthon

R.C.S. ANNECY B 349 147 280 (89 B 36)

Inscrite sur la liste des Commissaires aux Comptes de la Cour d'Appel
de CHAMBERY

RAPPORT DE GESTION PRESENTE PAR LA GERANCE

A L'ASSEMBLEE GENERALE A CARACTERE MIXTE

DU 30 JUIN 1994

Messieurs,

Je vous ai réunis ce jour en assemblée générale ordinaire annuelle à l'effet de vous faire connaître l'activité de notre société au cours de l'exercice clos le 31 DECEMBRE 1993 et de soumettre à votre approbation le bilan et les comptes dudit exercice.

PRESENTATION DU BILAN ET DES COMPTES

Le montant du bilan au 31 DECEMBRE 1993 s'élève à 649.636 francs contre 286.086 francs au 31 DECEMBRE 1992.

L'actif immobilisé comprenant les immobilisations incorporelles et les immobilisations financières font apparaître un montant de 578.000 francs au 31 DECEMBRE 1993 contre 250.000 francs au 31 DECEMBRE 1992.

Le chiffre d'affaires net de cet exercice s'élève à 420.010 francs contre 237.500 francs au 31 DECEMBRE 1992.

Les produits d'exploitation de l'exercice s'élèvent à	465.391 f
Les charges d'exploitation de l'exercice s'élèvent à	428.681 f

Elles se décomposent ainsi :

. Achats de matières premières et autres approvisionnements	1.133 f
. Autres charges externes	154.242 f
. Impôts taxes	2.761 f
. Rémunérations du personnel	213.397 f
. Charges sociales	57.148 f

LE RESULTAT D'EXPLOITATION s'élève-vent donc à	36.709 f
--	----------

Les charges financières s'élèvent à	21.482 f
---	----------

LE RESULTAT FINANCIER s'élève à	(21.482) f	(21.482) f
---------------------------------	------------	------------

LE RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS s'élève donc à	15.227 f
---	----------

La différence entre le total des produits soit 465.391 francs et le total des charges soit 455.240 francs comprenant l'impôt sur les bénéfices pour 5.075 francs, fait ressortir un bénéfice d'un montant de 10.149 francs.

AFFECTATION DES RESULTATS

Je vous propose d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 10.149 francs de la façon suivante :

- 5% à la réserve légale, soit	507,45 f
- le solde au poste "AUTRES RESERVES" soit	9.641,55 f

Conformément à la loi, il est précisé qu'il n'y a eu aucune distribution de dividendes au titre des trois derniers exercices.

DEMISSION D'UN GERANT

Je vous demande de prendre acte à compter du 30 JUIN 1994 de la démission de mes fonctions de gérant de la société "AUDIT ET FINANCE"

TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL

Je vous propose de transférer le siège de la société au 49, avenue de Genève à ANNECY (74000) et d'apporter au statut la mise à jour consécutive.

Je vous précise que tous les documents prescrits par la loi et en particulier le texte des résolutions ont été tenus à votre disposition pendant les quinze jours précédant la présente réunion.

Compte tenu des explications qui précèdent, je vous demande, Messieurs, de bien vouloir approuver ces comptes et de donner quitus à la gérance.

UN GERANT.

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'L. Mourot', written over a horizontal line.

L. MOUROT.

" AUDIT ET FINANCE "

Société à Responsabilité Limitée au capital de 50.000 francs

Siège Social : ANNECY (74000) 13, Boulevard Saint-Bernard de Menthon

R.C.S. ANNECY B 349 147 280 (89 B 36)

Inscrite sur la liste des Commissaires aux Comptes de la Cour d'Appel
de CHAMBERY

RAPPORT SUR LES CONVENTIONS VISEES

A L'ARTICLE 50 DE LA LOI DU 24 JUILLET 1966

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous rappeler qu'au titre de l'exercice clos le 31 DECEMBRE 1993, l'assemblée générale ordinaire du 5 JANVIER 1993 a autorisé la sous-location à la société "CABINET BARBERO & ASSOCIES" de trois bureaux sis à ANNECY (74000) 49, avenue de Genève et ce, à compter du 1er JANVIER 1993 moyennant un loyer mensuel de TROIS MILLE CINQ CENTS FRANCS (3.500).

Au titre de ce même exercice, il convient de rappeler les prestations de services entre les sociétés "CABINET BARBERO & ASSOCIES" et "AUDIT ET FINANCE".

En conclusion, je vous demande de voter la résolution à l'assemblée de ce jour portant sur les conventions visées à l'article 50 de la loi du 24 JUILLET 1966.

Le Gérant,

L. MOUROT.

ASSEMBLEE GENERALE A CARACTERE MIXTE

DU 30 JUIN 1994

PROCES-VERBAL

L'an mil neuf cent quatre vingt-quatorze,

et le trente juin à dix heures,

Les associés de la société à responsabilité limitée de Commissaires aux Comptes "AUDIT ET FINANCE" au capital de 50.000 francs divisé en 500 parts de 100 francs chacune, se sont réunis au siège social à ANNECY (74000) 13, Boulevard Saint-Bernard de Menthon, sur convocation faite par la Gérance.

Monsieur Louis MOUROT préside l'assemblée en sa qualité de Gérant.

Il constate que sont présents :

- | | |
|--|------------|
| - Monsieur Emile GOUDY, Associé,
propriétaire de | 49 PARTS |
| - Monsieur Camille CONIO, Associé,
propriétaire de | 49 PARTS |
| - Monsieur Roger FABRE, Associé,
propriétaire de | 49 PARTS |
| - Monsieur Alain COGNET, Associé,
propriétaire de | 49 PARTS |
| - Monsieur Jacques BARBERO, Associé,
propriétaire de | 274 PARTS, |
| - Monsieur Louis MOUROT, Associé-Gérant,
propriétaire de | 24 PARTS, |
| - Monsieur Daniel LAGUNA, Associé-Gérant,
propriétaire de | 6 PARTS. |

Monsieur le Président constate que tous les associés possédant ensemble 500 parts sont présents et que l'assemblée réunissant ainsi plus des trois quarts du capital social est régulièrement constituée et peut valablement délibérer comme assemblée générale à caractère mixte.

Monsieur le Président déclare qu'il a été adressé en même temps que la lettre contenant l'avis de convocation, les documents suivants :

- une procuration,
- le rapport de la Gérance sur les opérations de l'exercice,
- le rapport établi conformément aux dispositions de l'article 50 de la loi du 24 Juillet 1966 sur les sociétés commerciales,
- le texte des résolutions,
- le bilan et le compte de résultat.

Monsieur le Président ajoute également qu'il a été tenu à la disposition des associés pendant les quinze jours qui ont précédé la présente assemblée :

- les documents sus-énoncés,
- l'inventaire au 31 DECEMBRE 1993,

qu'il dépose sur le bureau à la disposition des associés.

L'Assemblée lui donne acte de sa déclaration.

Monsieur le Président rappelle que l'assemblée générale est appelée à délibérer sur l'ordre du jour :

a) de la compétence de l'assemblée générale ordinaire annuelle :

- Lecture des rapports de la gérance sur les comptes de l'exercice clos le 31 DECEMBRE 1993 et sur les conventions visées à l'article 50 de la loi du 24 Juillet 1966,
- Approbation des comptes et quitus à la Gérance,
- Affectation des résultats,
- Démission d'un Gérant.

b) de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire :

- Transfert du siège social,
- Mise à jour de l'article 5 "SIEGE SOCIAL" des statuts en conséquence,
- Pouvoirs pour formalités.

Monsieur le Président donne ensuite lecture de ses rapports et des bilan et compte de résultat.

Puis, Il déclare se tenir à la disposition des associés pour leur donner toutes précisions et explications complémentaires.

Après diverses observations et personne ne demandant plus la parole, Monsieur le Président met aux voix les résolutions suivantes à l'ordre du jour :

RESOLUTIONS DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance et des bilan et comptes arrêtés au 31 DECEMBRE 1993 approuve ces rapport, bilan et comptes tels qu'ils lui sont présentés.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance sur les conventions visées à l'article 50 de la loi du 24 JUILLET 1966, approuve ledit rapport.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne quitus entier et sans réserve de son mandat à Monsieur Louis MOUROT, pendant tout l'exercice clos le 31 DECEMBRE 1993.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale approuvant la proposition du gérant, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 10.149 francs de la façon suivante :

- | | |
|---|------------|
| - 5% à la réserve légale, soit | 507,45 f |
| - le surplus au poste "AUTRES RESERVES" | |
| soit | 9.641,55 f |

Conformément à la loi, il est précisé qu'il n'y a eu aucune distribution de dividendes au titre des trois derniers exercices.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale prend acte de la démission de Monsieur Louis MOUROT de ses fonctions de Gérant et ce, à compter du 30 JUIN 1994.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

**RESOLUTIONS DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE
GENERALE EXTRAORDINAIRE**

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide de transférer à compter du 1er JUILLET 1994 le siège de la société à ANNECY (74000) 49, avenue de Genève.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale comme conséquence de la résolution qui précède décide la mise à jour de l'article 5 "SIEGE SOCIAL" des statuts de la façon suivante :

"Article 5. SIEGE SOCIAL

Le siège social est à :

- ANNECY (74000) 49, avenue de Genève

le reste de l'article sans changement.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au gérant pour signer toutes les pièces nécessaires à l'accomplissement des formalités et au porteur d'une copie des présentes pour effectuer toutes formalités légales.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

- - -

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par les associés.

**POUR COPIE CERTIFIÉE CONFORME
LE GÉRANT,**



POUR COPIE CERTIFIÉE CONFORME

" AUDIT ET FINANCE "

Société à responsabilité limitée de Commissaires aux Comptes

au capital de 50.000 francs

Siège Social : ANNECY (74000)

49, avenue de Genève

R.C.S. ANNECY B 349 147 280 (89 B 36)

Inscrite sur la liste des Commissaires aux Comptes de la

Cour d'Appel de CHAMBERY

S T A T U T S

LE CONTENTIEUX JURIDIQUE ET FISCAL, Société d'Avocats

13, Bd Saint-Bernard de Menthon - 74000 ANNECY.

" AUDIT ET FINANCE "

Société à responsabilité limitée de Commissaires aux Comptes

au capital de 50.000 francs

Siège Social : ANNECY (74000)

49, avenue de Genève

R.C.S. ANNECY B 349 147 280 (89 B 36)

Inscrite sur la liste des Commissaires aux Comptes de la

Cour d'Appel de CHAMBERY

S T A T U T S

TITRE PREMIER

FORME. OBJET. DENOMINATION. DUREE. SIEGE.

Article 1er. FORME

Il existe entre les propriétaires des parts sociales ci-après visées et de celles qui pourront être créées ultérieurement, une société à responsabilité limitée constituée aux termes d'un acte sous seing privé en date à ANNECY du 7 DECEMBRE 1988 sous la dénomination "AUDIT ET FINANCE" au capital originaire de 50.000 francs.

Cette société est régie par la loi du 24 Juillet 1966, par les dispositions régissant la profession de commissaire aux comptes et par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

Article 2. OBJET

La société a pour objet directement ou indirectement :

- l'exercice de la profession de Commissaire aux Comptes et de toute fonction s'y rattachant, telle qu'elle est définie par les textes législatifs et réglementaires,

- et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à son objet social et à tous objets similaires ou connexes, ou susceptibles d'en faciliter l'application et le développement, le tout tant pour elle-même que pour le compte de tiers ou en participation sous quelque forme que ce soit.

Elle ne pourra prendre de participations financières dans les entreprises industrielles, commerciales, agricoles ou bancaires, ni dans les sociétés civiles à l'exclusion de celles qui ont pour seul objet de faciliter l'exercice de l'activité professionnelle et libérale de leurs membres. Elle ne pourra non plus se trouver sous la dépendance, même indirecte, d'aucune personne ou d'aucun groupe d'intérêts.

Article 3. DENOMINATION

La dénomination de la société est :

- "AUDIT ET FINANCE"

Dans tous les actes, factures, annonces, publications ou autres documents de toute nature émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société à Responsabilité Limitée de Commissaire aux Comptes" ou des initiales "S.A.-R.L. de Commissaire aux Comptes", de l'énonciation du montant du capital social et du siège du Tribunal de Commerce au greffe duquel elle est immatriculée et de son numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés ainsi que l'indication de l'inscription à la Compagnie Régionale des Commissaire aux Comptes.

Article 4. DUREE

La durée de la société est fixée à soixante années à compter du 24 JANVIER 1989, jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés d'ANNECY sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

Un an au moins avant l'expiration de la société, la gérance est tenue de provoquer une décision collective des associés pour décider dans les conditions requises pour les décisions collectives extraordinaires si la société sera prorogée ou non. La décision des associés sera dans tous les cas rendue publique.

Faute par la gérance d'avoir provoqué cette décision, tout associé quelle que soit la quotité du capital social représentée par lui, pourra huit jours après une mise en demeure de la gérance par lettre recommandée avec accusé de réception demeurée infructueuse, demander au Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de Justice chargé de consulter les associés et de provoquer une décision de leur part sur la question.

Article 5. SIEGE SOCIAL

Le siège social est à :

- ANNECY (74000) 49, avenue de Genève

Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même ville par simple décision de la gérance, et en tout autre lieu en vertu d'une décision extraordinaire des associés prise en conformité de l'article 19 des présents statuts.

La société pourra avoir en outre des succursales, bureaux et agences en France et partout ailleurs. Ces succursales, bureaux et agences pourront être créés par simple décision de la gérance.

TITRE DEUX

APPORTS. CAPITAL SOCIAL. PARTS SOCIALES

Article 6. APPORTS

1. A l'origine de la société, il a été fait apport :

- | | |
|--|-------------|
| - Par Monsieur Emile GOUDY, d'une somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS francs, ci | 12.500,00 f |
| - Par Monsieur Camille CONIO, d'une somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS francs, ci | 12.500,00 f |
| - Par Monsieur Roger FABRE, d'une somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS francs, ci | 12.500,00 f |
| - Par Monsieur Alain COGNET, d'une somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS francs, ci | 12.500,00 f |

2. Aux termes d'un acte sous-seing
privé en date du 26 FEVRIER 1991 :

- . Monsieur Emile GOUDY, Monsieur Camille
CONIO et Monsieur Alain COGNET ont cédé
chacun, 75 parts à Monsieur Jacques
BARBERO,
- . Monsieur Roger FABRE a cédé 50 parts à
Monsieur Jacques BARBERO et 25 parts à
Monsieur Louis MOUROT.

3. Aux termes d'un acte sous-
seing privé en date du 25 FEVRIER 1994 :

- . Monsieur Emile GOUDY, Monsieur Camille
CONIO et Monsieur Alain COGNET, Monsieur
Roger FABRE, Monsieur Louis MOUROT et
Monsieur Jacques BARBERO, ont cédé chacun
une (1) part à Monsieur Daniel LAGUNA.

TOTAL DES APPORTS FORMANT LE CAPITAL
SOCIAL

50.000,00 f

Article 7. CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de CINQUAN-
TE MILLE (50.000) francs divisé en CINQ CENTS (500) parts de
CENT (100) francs chacune, entièrement libérées, portant les
numéros 1 à 500, attribuées aux associés en proportion de
leurs droits savoir :

- à Monsieur Emile GOUDY,
à concurrence de 49 PARTS
portant les numéros 77 à 125,
- à Monsieur Camille CONIO,
à concurrence de 49 PARTS
portant les numéros 202 à 250,
- à Monsieur Roger FABRE,
à concurrence de 49 PARTS
portant les numéros 327 à 375,
- à Monsieur Alain COGNET,
à concurrence de 49 PARTS
portant les numéros 376 à 500,
- à Monsieur Jacques BARBERO,
à concurrence de 274 PARTS
portant les numéros 1 à 75, 126 à 200, 376
à 450, 251 à 300,
- à Monsieur Louis MOUROT,
à concurrence de 24 PARTS
portant les numéros 301 à 325,
- à Monsieur Daniel LAGUNA,
à concurrence de 6 PARTS,
portant les numéros 76, 201, 326, 451, 1 et
301.

Les soussignés déclarent que toutes les parts sociales leur ont bien été attribuées dans les proportions ci-dessus, conformément à leurs droits et qu'elles sont toutes entièrement libérées.

2. La liste des associés sera communiquée à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes, ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tous tiers intéressés.

3. Les trois quarts du capital social doivent être détenus par des Commissaires aux Comptes et les trois quarts des associés doivent être des Commissaires aux Comptes, conformément aux dispositions de l'article 218 de la loi modifiée du 24 Juillet 1966.

Si une société de Commissaires aux Comptes vient à détenir une participation dans le capital de la présente société, les associés non Commissaires aux Comptes ne peuvent détenir plus de vingt cinq pour cent de l'ensemble du capital des deux sociétés.

Article 8 - DEPOTS DE FONDS EN COMPTE COURANT PAR LES ASSOCIES

Chaque associé pourra verser dans la caisse sociale, en compte courant libre, au-delà de sa mise sociale, toutes sommes qui seront jugées utiles par la gérance, pour les besoins de la société.

Les conditions d'intérêt, de remboursement et de retrait de chacun de ces comptes seront déterminées, soit par décision collective ordinaire des associés, soit par convention directement intervenue entre la gérance et le déposant et soumise ultérieurement à l'approbation de l'Assemblée Générale des associés conformément aux dispositions de l'article 20 ci-après.

Les intérêts figureront dans les frais généraux de la société.

La société aura toujours la faculté de se libérer par anticipation.

Article 9 - AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL

I - Le capital social pourra, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, prise sur proposition de la gérance, être augmenté en une ou plusieurs fois par la création de parts sociales nouvelles, ordinaires ou privilégiées, attribuées en représentation d'apports en nature ou en numéraire, ou par voie de capitalisation de tout ou partie des bénéfices et des réserves sous forme de création de parts sociales nouvelles, ou élévation corrélative du montant nominal des parts existantes.

[Handwritten signatures and initials]

La décision collective portant augmentation de capital pourra décider que celle-ci aura lieu par création de parts assorties d'une prime dont elle fixera le montant et son affectation.

II - Le capital social peut également être réduit, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés pour telle cause et de telle manière que ce soit par voie de remboursement ou de rachat partiel des parts, de réduction de leur nombre ou de leur valeur nominale.

En aucun cas, il ne peut être porté atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce minimum, à moins que la société ne se transforme en une société d'une autre forme. A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Cette dissolution ne peut être prononcée si, au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Toute personne n'ayant pas déjà la qualité d'associé ne peut entrer dans la société à l'occasion d'une augmentation de capital, sans être préalablement agréée par les associés, conformément aux dispositions de l'article 218 de la loi du 24 Juillet 1966 et 11 des présents statuts.

Article 10 - DROITS ET REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

Chaque part donne droit dans la propriété de l'actif social à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes; notamment, toute part donne droit, en cours de société comme en liquidation, au règlement de la même somme nette pour toute répartition ou tout remboursement, de sorte qu'il sera, le cas échéant, fait masse entre toutes les parts indistinctement, de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société et auxquelles ce remboursement ou cette répartition pourrait donner lieu.

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables, nominatifs ou au porteur.

Le titre de chaque associé résultera seulement des présentes, des actes qui pourront augmenter le capital social ou modifier les présents statuts et des cessions ou mutations qui seraient ultérieurement et régulièrement consenties.

Une copie ou un extrait de ces actes et pièces pourra être délivré à chaque associé sur sa demande et à ses frais.



Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs parts pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de parts ou de division en parts d'un nominal plus faible, ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les propriétaires de parts isolées, ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou la vente des parts ou rompus nécessaires.

Article 11 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

I - Toute cession de parts sociales doit être constatée par acte notarié ou sous seings privés.

Elle n'est opposable à la société qu'après lui avoir été signifiée ou que la société l'ait acceptée dans un acte authentique conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après l'accomplissement de ces formalités et, en outre, après publicité au Registre du Commerce et des Sociétés.

II - A. Toutes les cessions de parts sont soumises à l'agrément de la société dans les conditions prévues au paragraphe C.

B. Il en est de même pour la transmission de parts par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux.

C. 1) Toute cession de parts sociales est soumise à l'agrément de la majorité des associés représentant les trois-quarts des parts sociales, suivant la forme prévue à l'article 20.

2) Le cédant doit notifier sa demande d'agrément à la société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Sa demande doit préciser les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des parts dont la cession est envisagée et le prix offert.

Handwritten signatures and initials at the bottom of the page.

3) L'agrément de la société résulte, soit d'une notification par la société au cédant, soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues à l'alinéa précédent.

4) En cas de refus d'agrément du cessionnaire par les associés, ceux-ci sont tenus, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les parts, soit par un associé ou par un tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la société en vue d'une réduction du capital selon les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. A la demande du gérant, ce délai peut être prolongé une seule fois par décision de justice, sans que cette prolongation puisse excéder six mois. Si, à l'expiration du délai imparti la société n'a pas racheté ou fait racheter les parts, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue.

5) A défaut d'accord entre les parties, la valeur des parts est déterminée dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

6) En aucun cas, les associés ne sont tenus de faire connaître les motifs de leur agrément ou de leur refus.

7) Sauf en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux, ou de donation au profit d'un conjoint, ascendant ou descendant, l'associé cédant ne peut se prévaloir des dispositions des alinéas 4) et 5) ci-dessus s'il ne détient ses parts depuis au moins deux ans.

8) Les dispositions qui précèdent sont applicables à tous les cas de cessions, alors même qu'elles auraient lieu par adjudication publique, en vertu d'une décision de justice ou autrement, ou par voie de fusion ou d'apport ou encore à titre d'attribution en nature à la liquidation d'une société.

9) Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, soit par notification de sa décision à l'intéressé, soit par défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales selon les dispositions de l'article 2078, alinéa 1er du Code Civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les parts en vue de réduire le capital.

D. La gérance est habilitée à mettre à jour l'article des statuts relatif au capital social à l'issue de toute cession de parts n'impliquant pas le concours de la collectivité des associés.

E. La réunion de toutes les parts en une seule main n'entraîne pas la dissolution de plein droit de la société.

22010

1760251

F. Les dispositions du présent article ne peuvent, en aucune façon, faire obstacle à l'obligation de détention par les Commissaires aux Comptes visée à l'article 7, paragraphe 3 ci-dessus.

Article 12 - EXCLUSION D'UN PROFESSIONNEL ASSOCIE

Le professionnel associé radié de la liste des Commissaires aux Comptes cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter du jour où la décision prononçant la radiation est définitive.

Il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder tout ou partie de ses parts afin que soient maintenues les quotités fixées à l'article 7 pour la participation des professionnels. Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts et ce rachat total peut aussi lui être imposé par l'unanimité des autres associés. Le prix est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.

Article 13 - DECES, INTERDICTION, FAILLITE OU DECONFITURE D'UN ASSOCIE

La société ne sera pas dissoute par le décès de l'un des associés, son interdiction, sa faillite ou sa déconfiture.

En cas de décès de l'un des associés, ses héritiers et ayants-cause conserveront la propriété des parts sociales de leur auteur et lui succéderont comme associés sous réserve toutefois de l'application des stipulations de l'article 11 ci-dessus.

Article 14 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES, DROIT DES ASSOCIES

Les parts sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis de parts sont tenus, pour l'exercice de leurs droits de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux, ou par un mandataire commun pris parmi les autres associés. A défaut d'entente, il sera pourvu par justice à la désignation d'un mandataire commun pris même en dehors des associés à la requête de l'indivisaire le plus diligent. Pour le calcul de la majorité en nombre, les copropriétaires indivis de parts sociales, lorsque la copropriété a la même origine, ne comptent que pour un associé.

[Handwritten signatures and initials]

Si des parts appartiennent à une personne en usufruit et à une ou plusieurs personnes en nue-propriété, l'usufruitier et le ou les nus-propriétaires devront s'entendre entre eux pour la représentation des parts. A défaut d'entente ou de convention contraire dument signifiée à la société, les parts seront valablement représentées par l'usufruitier pour des décisions ordinaires et par le nu-propriétaire (ou le représentant des nus-propriétaires s'ils sont plusieurs) pour les décisions de caractère extraordinaire. Pour le calcul de la majorité en nombre l'usufruitier et le nu-propriétaire ne comptent également que pour un associé.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts, à leur modification ultérieure et à toutes les décisions des associés.

Les héritiers ou créanciers d'un associé ne peuvent, sous aucun prétexte, provoquer l'apposition de scellés sur les biens et papiers de la société, en demander la licitation ou le partage, s'immiscer en aucune manière dans son administration.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter exclusivement aux inventaires annuels et aux décisions de la gérance et des associés.

Les parts indivises ou dont la propriété est démembrée ne sont considérées comme détenues par des professionnels, pour l'application des dispositions de l'article 7, paragraphe 3, que si tous les indivisaires ou le nu-propriétaire et l'usufruitier sont Commissaires aux Comptes.

Article 15 - RESPONSABILITE DES ASSOCIES

Sous réserve des dispositions des articles 40 et 62 de la loi du 24 Juillet 1966 rendant les associés ou certains d'entre eux solidairement responsables pendant cinq ans de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant de leurs parts. Au-delà tout appel de fonds est interdit.

Les professionnels associés gardent leur responsabilité personnelle à raison des travaux qu'ils réalisent au nom de la société.

TITRE III

C.J.F.

GERANCEArticle 16 - GERANCE

I - La société est gérée et administrée par une ou plusieurs personnes physiques, choisies parmi les associés Commissaires aux Comptes, nommées par les associés dans les statuts ou par acte postérieur, à la majorité requise pour les décisions ordinaires, avec ou sans limitation de durée.

II - Conformément à la loi, le gérant, ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, aura vis-à-vis des tiers, les pouvoirs les plus étendus pour représenter la société, contracter en son nom et l'engager pour tous les actes et opérations entrant dans l'objet social, sans limitation.

Le gérant, ou chacun des gérants, s'ils sont plusieurs, est tenu de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales.

Chaque gérant, peut, sous sa responsabilité personnelle, et à condition que cette délégation de pouvoirs soit spéciale et temporaire, se faire représenter par tout mandataire de son choix.

Article 17 - RESPONSABILITE DES GERANTS

Les gérants sont responsables individuellement ou solidairement selon les cas, envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions légales régissant les sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Article 18 - REVOCATION, DEMISSION, DECES, RETRAITE D'UN GERANT

I - Le gérant nommé dans les statuts ou en dehors, est révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

II - Chacun des gérants aura le droit de renoncer à ses fonctions à charge pour lui d'informer ses co-associés de sa décision à cet égard six mois avant la clôture d'un exercice.

Il sera dressé acte de ce changement de qualité qui ne prendra effet qu'à la date du commencement de l'exercice suivant.

22.11.11 19 11/11 CC

Toutefois, la collectivité des associés, par décision ordinaire, pourra toujours accepter la démission d'un gérant avec effet d'une date ne coïncidant pas avec la clôture d'un exercice.

III - Le décès d'un gérant ou sa retraite pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la société.

En cas de décès d'un gérant, la gérance sera exercée par le ou les gérants survivants, mais tout associé pourra provoquer une décision collective des associés à l'effet de nommer un nouveau gérant.

L'incapacité légale d'un gérant ou son incapacité physique le mettant dans l'impossibilité de remplir ses fonctions est assimilée au cas de son décès et entraîne en conséquence la cessation de ses fonctions.

En cas de démission ou de retraite volontaire d'un gérant, ce dernier ne pourra, pendant un délai de trois ans, acquérir, posséder, exploiter, ou diriger aucun établissement similaire à celui qu'exploitera la société susceptible de s'y intéresser directement ou indirectement de quelque manière que ce soit, le tout à peine de tout dommage et intérêt au profit de la société, sans préjudice du droit pour cette dernière de faire cesser la contravention.

Article 19 - REMUNERATION DE LA GERANCE

Chacun des gérants recevra à titre de rémunération de son travail et en compensation de la responsabilité attachée à la gestion, un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel dont le montant et les modalités de paiement seront déterminés par décision collective ordinaire des associés.

Cette rémunération figurera aux frais généraux.

En outre, il a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

TITRE IV

DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

Article 20 - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

I - Les décisions collectives des associés sont prises en assemblées générales ou par voie de consultation écrite, au choix de la gérance.

Toutefois, la réunion d'une Assemblée est obligatoire pour les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et pour toutes autres décisions si elle est demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins le quart en nombre et en parts sociales ou la moitié des parts sociales.

II - En cas de réunion d'une Assemblée Générale, les associés y sont convoqués par la gérance quinze jours d'avance par lettre recommandée indiquant son ordre du jour.

Les associés peuvent aussi être convoqués verbalement, s'ils sont tous présents ou représentés à l'Assemblée.

En cas de consultation écrite, la gérance envoie à chaque associé, par lettre recommandée avec accusé de réception, le texte des résolutions proposées accompagné du rapport de la gérance, et des documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de la réception des projets de résolutions pour émettre leur vote par écrit. Le vote est formulé sur le texte des résolutions proposées, et, pour chaque résolution, par les mots "OUI" ou "NON". La réponse est adressée à la société, également par lettre recommandée avec avis de réception.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu.

III - Chaque associé a droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la société ne comprenne que les deux époux. Sauf si les associés sont au nombre de deux, un associé, peut se faire représenter par un autre associé.

IV - Les décisions collectives sont prises aux conditions de majorité fixées par la loi, savoir :

a) Les décisions qualifiées d'ordinaires c'est à dire celles appelées à statuer sur les comptes d'un exercice, à nommer ou révoquer les gérants et à délibérer sur toutes questions n'emportant pas directement ou indirectement, modification des statuts, qu'autant qu'elles sont adoptées par des associés représentant plus de la moitié des parts sociales ; si ce chiffre n'est pas atteint à la première consultation, les associés sont réunis ou consultés une seconde fois, et les décisions sont alors valablement prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion des parts sociales représentées.

Handwritten signatures and initials:
H. H. H. H. H. H. H. H. H. H. H. H. H. H. H.

Toutefois, la majorité est irréductible s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation d'un Gérant.

b) Toutes autres décisions qualifiées d'extraordinaires, c'est-à-dire celles comportant ou entraînant modification des statuts, qu'autant qu'elles sont adoptées par des associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales. Toutefois, la décision d'augmenter le capital par incorporation de bénéfices ou de réserves est prise par les associés représentant au moins la moitié du capital.

c) Les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la société ou la transformer en société en nom collectif, en commandite simple ou en commandite par actions, et, en aucun cas, la majorité ne peut obliger un associé à augmenter son engagement social.

La transformation en société anonyme, dans les conditions prévues par la loi, est décidée par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales ou par des associés représentant la majorité des parts sociales lorsque les capitaux propres excèdent cinq millions de francs.

d) Enfin, les décisions extraordinaires relatives à l'approbation des cessions de parts sociales ne sont valablement prises qu'autant qu'elles sont adoptées par la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

V - Les décisions collectives des associés sont constatées par des procès-verbaux établis par la gérance sur un registre spécial conformément aux dispositions de l'article 10 du décret 67-236 du 23 Mars 1967.

En cas de consultation écrite, la réponse de chaque associé est annexée au procès-verbal.

Toutes les fois que les décisions des associés sont ou doivent être prises à l'unanimité, elles peuvent également être constatées dans un acte notarié ou sous seings privés signé par tous les associés ou leurs mandataires.

Sauf dans le cas où les décisions collectives sont constatées par un acte notarié, les copies ou extraits des procès-verbaux constatant les délibérations ou actes des associés sont valablement certifiés conformes par un seul gérant.

Article 21 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les associés peuvent nommer un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants par décision collective ordinaire.

C.J.F.



Cette nomination est obligatoire si, à la clôture d'un exercice social, la société remplit les conditions exigées.

Le ou les Commissaires aux Comptes exercent leur mandat conformément à la loi.

TITRE V

EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS,

CONTROLES, AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Article 22 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er Janvier et se termine le 31 Décembre de chaque année. Par exception, le premier exercice social comprendra le temps à courir depuis ce jour jusqu'au 31 Décembre 1989.

Article 23 - INVENTAIRE - COMPTES ET BILAN

Les écritures de la société sont tenues conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire, les comptes annuels conformément aux dispositions du Code de Commerce, et établit un rapport de gestion écrit.

Le rapport de gestion expose la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

Les documents ainsi établis sont communiqués aux Commissaires aux Comptes, s'il en existe.

Lorsque des modifications interviennent dans la présentation des comptes annuels, comme dans les méthodes d'évaluation retenues, elles sont de surcroît signalées dans le rapport de gestion, et, le cas échéant, dans le rapport du Commissaire aux Comptes.

Article 24 - APPROBATION DES COMPTES - DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Le rapport de gestion, l'inventaire et les comptes annuels sont soumis à l'approbation des associés réunis en assemblée dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

Handwritten signatures and initials at the bottom of the page.

A cette fin, les documents visés à l'alinéa précédent, autres que l'inventaire, ainsi que le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport des Commissaires aux Comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'Assemblée. Pendant ce même délai, l'inventaire est tenu au siège social, à la disposition des associés.

Toute délibération prise en violation de ces dispositions peut être annulée.

A compter de la communication prévue à l'alinéa précédent, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles la gérance est tenue de répondre au cours de l'Assemblée.

Tout associé peut prendre par lui-même, à toute époque et au siège social, connaissance des comptes annuels, de l'inventaire, des rapports soumis aux assemblées et des procès-verbaux de ces assemblées, concernant les trois derniers exercices.

En outre, tout associé non gérant peut, deux fois par exercice, poser par écrit des questions au gérant sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse du gérant est communiquée au Commissaire aux Comptes, si la Société en est pourvue.

Enfin, un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième des parts sociales, peuvent, soit individuellement, soit en se groupant sous quelque forme que ce soit, demander en justice la désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion. S'il est fait droit à la demande, le rapport de l'expert est adressé au demandeur, au ministère public, au comité d'entreprise, au Commissaire aux Comptes et au gérant. Ce rapport doit en outre, être annexé à celui établi par le Commissaire aux Comptes en vue de la prochaine assemblée générale, et recevoir la même publicité.

Article 25 - CONVENTION ENTRE LA SOCIETE ET L'UN DE SES GERANTS OU ASSOCIES

Le gérant ou s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes présente à l'Assemblée ou joint aux documents communiqués aux associés, un rapport spécial sur les conventions directement intervenues, ou par personne interposée, entre la société et l'un de ses gérants ou associés. L'Assemblée statue sur ce rapport. Le gérant ou l'associé intéressé ne peut prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant et, s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciable à la société.

Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant, ou associé de la société à responsabilité limitée.

Article 26 - AFFECTATION ET REPARTITION DU BENEFICE

Les produits nets de chaque exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, y compris tous amortissements et provisions constitués en conformité des stipulations légales et réglementaires, constituent le bénéfice net ou la perte de l'exercice.

Sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque la réserve légale est descendue en dessous de cette fraction.

Le solde, augmenté le cas échéant des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable.

Ce bénéfice est réparti entre les associés, gérants ou non gérants, proportionnellement au nombre de parts sociales possédées par chacun d'eux.

Toutefois l'Assemblée Générale aura la faculté de prélever sur ce solde, avant toute répartition, les sommes qu'elle jugera convenable de fixer pour les porter à un ou plusieurs fonds de réserve, généraux ou spéciaux, et même à la réserve légale, ou les reporter à nouveau.

En outre, l'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle, en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

Barthelme cc cc cc

TITRE VI

CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS

Article 27 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital, la gérance et, à son défaut, le commissaire aux comptes s'il en existe un, sont tenus, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter les associés à l'effet de décider, à la majorité exigée pour la modification des statuts, s'il y a lieu à la dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité requise, la société est tenue, dans le délai fixé par la loi, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la résolution adoptée par les associés est publiée conformément à la loi.

A défaut par le gérant ou le Commissaire aux Comptes de provoquer une décision, ou si les associés n'ont pu délibérer valablement, tout intéressé peut intenter devant le Tribunal de Commerce une action en dissolution de la société.

Il en est de même si les dispositions de l'alinéa 2 ci-dessus n'ont pas été appliquées. Dans tous les cas, le Tribunal peut accorder à la société un délai maximal de six mois pour régulariser la situation ; il ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

Article 28 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Dissolution

La dissolution anticipée de la société peut être prononcée à tout moment par la collectivité des associés dans les conditions prévues à l'article 20 ci-avant.

C.J.F.



Liquidation

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit. Sa dénomination sociale est suivie de la mention "Société en Liquidation".

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à clôture de celle-ci.

La dissolution de la société ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au Registre du Commerce et des Sociétés.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs pris parmi les associés, ou en dehors d'eux, nommés à la majorité exigée pour les décisions collectives ordinaires.

La nomination du ou des liquidateurs met fin aux pouvoirs des gérants ; elle met également fin aux fonctions du ou des Commissaires aux comptes, s'il en existe, à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement.

La liquidation est effectuée conformément aux modalités décidées par l'assemblée générale au moment de la dissolution ou à défaut, conformément à la loi.

Après le règlement du passif et des charges de la société, le produit net de la liquidation est employé d'abord au remboursement du montant nominal non amorti des parts sociales ; le surplus est partagé entre les associés au prorata de leur nombre de parts.

Article 29 - CONTESTATIONS

En cas de contestation, soit entre la société et l'un de ses clients, soit entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société, soit entre les associés eux-mêmes, la société s'efforcera avant tout recours contentieux, de faire accepter l'arbitrage du Président du Conseil Régional des Commissaires aux Comptes.

24.11.19 1000 CC CC B

TITRE VII

PUBLICITE. FRAIS

Article 30. PUBLICITE

La gérance est tenue de remplir dans les plus courts délais les formalités de publicité exigées par la loi.

A cet effet, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes pour faire le nécessaire.

Article 31. FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés par la société.

STATUTS MIS A JOUR LE 30 JUIN 1994

POUR COPIE CERTIFIÉE CONFORME
LE GÉRANT,

